

Cote du document: EB 2011/LOT/G.1
Date: 4 avril 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur

Coordonnateur du programme de dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Récupération de nutriments, d'eau et d'énergie en toute sécurité: analyse de rentabilité	3
--	---

Sigles et acronymes

BAfD	Banque africaine de développement
FAE	Facilité africaine pour l'eau
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IWMI	Institut international de gestion des ressources en eau
RUAF	Centre de ressources sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 650 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Institut international de gestion des ressources en eau: Récupération de nutriments, d'eau et d'énergie en toute sécurité: analyse de rentabilité
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragées par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion des savoirs et la diffusion de l'information relatifs à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Le programme proposé favorisa la réalisation des objectifs énoncés dans la politique révisée du FIDA en matière de dons grâce aux éléments suivants: a) attention portée à la sécurité sanitaire des aliments au niveau du producteur, du consommateur et de la municipalité; b) sensibilisation des producteurs, des consommateurs et des collectivités locales à la question de la sécurité sanitaire des aliments; c) appui apporté à l'action des autorités sanitaires des municipalités en

matière de sécurité sanitaire des aliments; et d) promotion explicite de la mise en place de partenariats d'apprentissage dans le cadre de ce programme moyennant la création d'une plateforme destinée à organiser activement les échanges d'informations et d'expériences entre un certain nombre d'intervenants essentiels issus du secteur public et du secteur privé, de responsables, de chercheurs et de bénéficiaires.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Récupération de nutriments, d'eau et d'énergie en toute sécurité: analyse de rentabilité", accordera un don ne dépassant pas six cent cinquante mille dollars des États-Unis (650 000 USD) à l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) à l'appui d'un programme d'une durée de deux ans et demi. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Récupération de nutriments, d'eau et d'énergie en toute sécurité: analyse de rentabilité

I. Contexte

1. Utiliser des ressources vouées à être éliminées pour récupérer l'eau, les nutriments et l'énergie est un objectif éminemment prioritaire alors que les ressources nécessaires à la production agricole sont limitées ou s'amenuisent sous l'effet du changement climatique, de la diminution des réserves mondiales de phosphore et de la hausse des prix des engrais. Un certain nombre de facteurs mondiaux entraînant un décalage important entre les zones de production et les zones de consommation, il devient de plus en plus nécessaire de réutiliser les nutriments contenus dans les déchets agricoles et ménagers pour rétablir le cycle des nutriments à l'échelle locale. Les mêmes facteurs ont également des répercussions sur le cycle de l'eau car ils se traduisent par un essor de la demande d'eau douce et d'eau de qualité médiocre. Les eaux usées et les résidus alimentaires étant composés à 95% de nutriments, d'eau et de matières organiques qui ont une valeur monétaire, il existe plusieurs solutions pour récupérer ces ressources qui présentent un intérêt économique.
2. Le nouveau Programme de recherche 5 du Consortium du GCRAI (Solutions durables à la pénurie d'eau et à la dégradation des terres) conduit par l'IWMI comporte un volet spécifique concernant la récupération des ressources, dont le principal objectif consiste à développer et à rentabiliser la réutilisation productive et sans danger de l'eau, des nutriments et de l'énergie provenant des flux de déchets liquides et solides, de manière à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer les moyens d'existence. Une attention particulière est portée: i) au recouvrement des coûts de la réutilisation (par exemple grâce à la production de biogaz) afin d'attirer des entreprises en création et d'encourager les partenariats public-privé; et ii) à l'atténuation des éventuels risques pour l'environnement et la santé humaine.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme proposé se justifie comme suit:
 - Sous l'angle de la sécurité alimentaire, de la sécurité sanitaire des aliments et de la réduction de la pauvreté, les déchets agricoles, agro-industriels et ménagers constituent un flux inépuisable de ressources très précieuses pour la production agricole, qui sont dans de nombreuses régions plus sûres et plus faciles à obtenir que d'autres sources d'eau et de nutriments. Si ces ressources sont exploitées dans de bonnes conditions de sécurité, elles peuvent contribuer à l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural.
 - Sous l'angle de la gestion des déchets, la réutilisation constitue pour les entrepreneurs publics et privés des solutions rentables de développement de leur activité permettant de compenser ou de recouvrer les coûts, voire de dégager un bénéfice.
 - Sous l'angle de l'environnement, la réutilisation productive des ressources peut être considérée comme un service écosystémique essentiel et durable qui précède ou complète les solutions techniques de traitement et prévient la pollution.
 - Sous l'angle systémique, le recyclage est un élément central de la gestion des ressources naturelles qui joue un rôle décisif dans le cas de ressources non renouvelables ou qui se renouvellent lentement. Cet argument est particulièrement pertinent compte tenu des crises de l'approvisionnement en phosphore, en eau et en énergie qui nous menacent.

4. Par conséquent, ce programme favorisera la prise en compte du cadre et des objectifs stratégiques du FIDA dans les programmes de recherche nationaux et internationaux ainsi que la transmission des enseignements tirés de ces recherches à un certain nombre d'instances de décision au niveau national et au sein d'institutions internationales de financement. Le programme vient à l'appui du premier objectif stratégique du FIDA, qui met l'accent sur les pratiques améliorées en matière de gestion et de conservation des ressources naturelles, et insiste plus particulièrement sur la garantie de l'accès à la terre et à l'eau; et du deuxième objectif stratégique, qui privilégie les techniques agricoles améliorées et les services de production efficaces. Pour avancer durablement sur la voie de la réalisation de ces deux objectifs dans des situations difficiles, ce qui est le cas pour ce programme, il faut adopter des approches spécifiques.
5. L'appui proposé agira à deux niveaux:
 - Niveau institutionnel: le FIDA est déterminé à promouvoir l'innovation, les partenariats public-privé, la transmission des savoirs et l'autonomisation dans le cadre de l'ensemble de ses activités. Le don proposé ira dans ce sens à travers des approches innovantes visant à mieux exploiter les informations disponibles, à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et les moyens d'action de différents utilisateurs finals tout en alimentant les processus de concertation sur les politiques, par exemple l'élaboration des programmes d'options stratégiques de pays.
 - Niveau opérationnel: la majeure partie des opérations du FIDA sont désormais supervisées directement par le Fonds. Ce don a pour objet de donner à ses partenaires du développement, et plus particulièrement aux paysans, les moyens de participer à des négociations plus transparentes. L'expérience acquise à la faveur de l'exécution du programme financé par ce don permettra aux partenaires de devenir plus performants et pourra à l'avenir s'avérer utile pour la conception de nouvelles opérations du FIDA.
6. La contribution du FIDA est décisive pour la réussite du programme financé sous forme de don dans la mesure où son approche, qui consiste à faire adopter par le secteur privé une démarche scientifique de qualité, est encore relativement récente pour l'IWMI, de même que pour le GCRAI.

III. Le programme proposé

7. Le principal objectif du programme est de proposer aux producteurs et aux consommateurs les solutions les plus rentables pour la récupération de nutriments, d'eau et d'énergie provenant de déchets agricoles et ménagers, dans l'intérêt de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments.
8. Le programme s'adresse aux nouveaux entrepreneurs et aux programmes qui les appuient à tous les maillons de la filière agricole, tandis que les bénéficiaires seront les populations pauvres, en particulier les femmes, vivant dans des zones rurales ou périurbaines des pays retenus, qui ont accès à des produits agricoles frais mais souvent contaminés issus de cultures irriguées. Ces parties prenantes comprennent: les marchands ambulants, les intermédiaires, les fournisseurs de légumes et de poisson, les petits paysans et les producteurs cultivant sous irrigation (généralement des migrants de la première génération qui ont quitté les campagnes pour s'installer en zone périurbaine ou urbaine) et, indirectement, les inspecteurs chargés de vérifier la salubrité des aliments et les organismes de contrôle.
9. Au moins six à huit pays seront sélectionnés pour un premier examen sur dossier. En fonction des résultats de cette étude, quatre ou cinq des sites les plus prometteurs pour lesquels plusieurs modèles opérationnels ont été établis seront retenus pour faire l'objet d'examens approfondis. Ceux-ci seront en liaison avec des organisations locales et les plateformes institutionnelles de programmes en cours ou achevés, de

manière à épauler les entrepreneurs locaux et à favoriser la sécurité sanitaire des aliments.

10. Les pays présélectionnés sont notamment les suivants:

- Ghana (en liaison avec un projet de réutilisation que la Facilité africaine de l'eau de la Banque africaine de développement [FAE-BAfD] est en train de lancer, plusieurs plateformes de parties prenantes existantes épaulées par le bureau et le réseau de l'IWMI à Accra, l'Initiative régionale pour la transformation et la commercialisation du manioc, et le programme de pays du FIDA).
- Ouganda (en liaison avec une initiative proposée par l'Union européenne dans le même domaine et les plateformes de parties prenantes existantes; les perspectives de collaboration avec le Projet de développement de la production d'huile végétale seront étudiées).
- Bangladesh (en liaison avec une plateforme de parties prenantes existante).
- Botswana (en liaison avec le Projet d'appui aux services agricoles financé par le FIDA).
- Inde (en liaison avec des projets menés en zone périurbaine par l'IWMI et le Centre de ressources sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire [RUAF], avec l'appui du bureau de l'IWMI à Hyderabad et du réseau régional de parties prenantes qu'il a tissé autour de lui).
- Viet Nam (avec l'appui du bureau de l'IWMI au Viet Nam, qui travaille sur la récupération de biogaz issu des déchets agricoles).
- Chine (en liaison avec les réseaux du RUAF-IWMI et de l'initiative SWITCH [Gestion durable de l'eau pour la santé des villes de demain], ainsi qu'avec le bureau et la plateforme de parties prenantes du RUAF à Beijing et avec les projets du FIDA dans le domaine du biogaz).

11. Les liens avec les différents programmes de pays du FIDA qui concernent des domaines connexes seront activement exploités; l'examen initial portera aussi sur d'autres pays dans lesquels il existe des projets du FIDA qui appuient la récupération des ressources (voir l'appendice, activité 1.1). Plusieurs contacts ont d'ores et déjà été établis.

12. Ce programme, qui durera deux ans et demi, comportera quatre grandes composantes ou groupes de tâches (GT):

- GT1: analyse et documentation
- GT2: examen des études de cas en collaboration avec les différentes plateformes de parties prenantes
- GT3: élaboration des directives
- GT4: préparatifs de l'application à plus grande échelle

IV. Résultats et avantages escomptés

13. Les produits et le résultat escomptés sont les suivants:

- Distribution à toutes les alliances d'apprentissage dans les pays concernés et mise en ligne d'un répertoire recensant une vingtaine de modèles opérationnels prometteurs en matière de réutilisation sans danger de nutriments, d'eau et d'énergie à des fins agricoles.
- Évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des différentes solutions de gestion des risques envisageables pour chaque modèle opérationnel.

- Élaboration d'une méthodologie et d'une grille d'analyse des modèles opérationnels, notamment en ce qui concerne les aspects financiers, environnementaux et économiques et sous l'angle de la sécurité sanitaire.
 - Promotion de solutions permettant le recouvrement des coûts grâce à la réutilisation sans risque des déchets et promotion du renforcement des capacités en la matière dans le cadre d'un certain nombre de programmes de développement.
14. En ce qui concerne le résultat escompté, le programme devrait se traduire par une meilleure connaissance, au sein des institutions et dans le grand public, de l'existence (et de l'importance) de solutions dépourvues de risques et présentant un intérêt économique qui permettent d'exploiter les flux de déchets pour récupérer de l'eau, des matières organiques, des nutriments et de l'énergie.
 15. Dans les pays concernés par le programme et au-delà, cela devrait entraîner une multiplication des initiatives de développement axées sur la promotion de modèles opérationnels alliant récupération des ressources et sécurité sanitaire des aliments.
 16. À longue échéance, l'objectif est d'obtenir que les politiques nationales agissent en faveur de ce concept de circuit fermé, qui permet de renforcer les capacités de résistance du secteur agricole aux effets du changement climatique, à la pénurie d'eau et aux fluctuations des prix de l'énergie et des engrais.
 17. Les petits paysans tireront avantage du programme dans la mesure où ils seront mieux à même de gérer les ressources naturelles dont ils disposent et d'apporter à leurs cultures, leur bétail ou leurs poissons les ressources dont ils ont besoin. Si d'autres sources d'eau et de nutriments sont disponibles sur le marché, les agriculteurs seront en mesure de mieux rentabiliser leur exploitation grâce à un accès plus fiable à l'eau et aux nutriments. De plus, les agriculteurs et les régisseurs pourront réduire le coût des intrants puisque les ressources récupérées sont généralement moins coûteuses que les produits d'origine industrielle.
 18. La diminution de l'exposition des parties prenantes de tous les maillons de la filière agricole à des déchets bruts ou ayant subi un traitement inadapté, qui affecte la sécurité sanitaire des aliments, est un avantage non négligeable. L'application des modèles de réutilisation recommandés réduira nettement le risque de maladies diarrhéiques chez les agriculteurs, les marchands et les consommateurs, autrement dit "de la fourche à la fourchette".

V. Modalités d'exécution

19. Le programme sera géré par l'IWMI, qui mettra en place une équipe pluridisciplinaire composée de partenaires et de chercheurs au sein de ses bureaux régionaux en Afrique et en Asie et de son siège à Sri Lanka. En qualité qu'organisme d'exécution, l'IWMI se chargera d'exécuter le programme et collaborera avec les prestataires de services de recherche et de vulgarisation ainsi qu'avec les partenaires et le personnel du FIDA. L'IWMI, principal prestataire du programme, est responsable de la gestion administrative et financière. Il nommera un directeur de programme et, au niveau national, il cherchera à entretenir des relations étroites avec les écoles de commerce de manière à: i) mieux comprendre les difficultés des entrepreneurs locaux et les différentes solutions qui s'offrent à eux; et ii) réinvestir immédiatement les résultats dans l'éducation et le renforcement des capacités à l'échelon local.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

20. Le programme proposé sera mis en œuvre sur une période de deux ans et demi, pour un coût total de 650 000 USD. Il sera financé par le FIDA (650 000 USD) avec des contributions de contrepartie provenant d'autres sources. Les fonds de contrepartie en appui au programme et à ses produits seront apportés par l'IWMI.
21. Les contributions de contrepartie (sous la forme d'heures de travail du personnel et d'activités) seront apportées, par exemple, par un projet que la FAE-BAfD s'apprête à lancer au Ghana à l'appui de la conception d'une méthode de réutilisation des eaux usées. D'autres contributions, qui proviendront de Programme de recherche 5 du Consortium du GCRAI, seront apportées principalement par l'IWMI dans le cadre d'activités en cours ou prévues, essentiellement sous la forme d'heures de travail du personnel. Le programme proposé utilisera les résultats des projets mentionnés, et en particulier les synthèses documentaires, l'évaluation des types de stockage, les méthodes d'analyse des possibilités et des obstacles et les scénarios d'investissement.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
Ressources humaines	142,65	340
Frais de voyages internationaux	66,00	0
Activités à l'échelon national (alliances d'apprentissage, etc.)	347,04	0
Gestion des savoirs	30,26	0
Frais généraux	64,05	0
Total	650,00	340

^a Fonds de contrepartie apportés par l'IWMI.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To provide best business case options to producers and consumers by recovering nutrients, water and energy from agriculture and domestic waste for food security and food safety	<ul style="list-style-type: none"> • Business models shared with relevant stakeholders, reviewed by experts to verify appropriateness and tested by producers/consumers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Business models online available • Project reports, meeting minutes and media reports. • Review documents. • Client satisfaction profiles 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Concerned stakeholders have identified pathways for making business cases more replicable, scalable, and sustainable 2. National, regional and local stakeholder platforms (agricultural and/or sanitation) strengthened by extending their interest in and knowledge of safe reuse as a business. 3. Donors, government departments and/or private sector formulate initiatives or programs incorporating project results. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation documents from stakeholder platforms and individual meetings; donor round-tables; on-line dialogue. • Conference proceedings, media reports, responses from stakeholders • Survey of changes in stakeholders' knowledge, attitudes and skills (KAS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Database and metadata available on IWMI's data portal • Catalogue of business cases on programme website. • Meeting minutes; stakeholder comments on on-line sharepoint. • Reports on cases; Programme website; Slide decks shared; Documentary; Newspaper clippings. 	<ul style="list-style-type: none"> • Willingness of MSMEs to share information (can be facilitated through trust and incentives via upscaling analysis) • Stakeholders are willing to attend meetings (can be facilitated via authority involvement). • Data on waste characteristics available. (If not, we will rely on literature assuming worse case scenarios to be on safe side.)
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. A catalogue of about 20 promising business models for the safe reuse of nutrients, energy and water in agriculture distributed to all learning alliances in the project countries and online. 2. An assessment of health and environmental risks and risk management activity options per business model. 3. A methodology and framework for reviewing business cases, including financial, environmental, economic and health safety aspects 4. Cost recovery options through safe waste reuse and related capacity building promoted in selected development programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Catalogue of business models • Database of all MSMEs cases investigated. • Risk analysis checkpoints per business model • Project involvement and capacity building recorded. • Methodology and framework published. • Relevant agencies cite results and/or request materials, training support, key notes or joint proposals 	<ul style="list-style-type: none"> • On-line downloads tracked • Request and citation records. • Capacity building records • Programs or proposal documents. 	<p>Business models must be available for review. Scoping suggests that this is the case.</p> <p>Stakeholders must be receptive to new ideas about the use of waste. Previous projects suggest that this is the case.</p>
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1.1 Country and regional desk review of business cases and projects 1.2 Identification of national partners, platforms and key stakeholders 1.3 Inception workshops with key stakeholders 2.1 National level reviews of reuse cases, projects and practices 2.2 Analysis of replicability and scalability barriers, particularities and opportunities for identified examples 2.3 Documentation of identified business models, their potential limitations and related capacity building of platforms 3.1 Compilation of guidelines for analysis of business cases 4.1 Exchange results with MSME associations and decision makers for feedback and support for out- and up-scaling, including donors' sessions and roundtables at conferences 4.2 Build capacities of stakeholders and write proposals for scaling up promising models, identify at least one major potential investor 	<p>MEANS:</p> <p>Expert team for project execution in place</p> <p>Project management in place</p> <p>National IWMI offices aware</p> <p>National and international partner networks available</p> <p>Supplementing projects have started</p> <p>Matching funds available</p>	<p>Progress reports</p> <p>Online milestone control</p> <p>Evaluation reports</p> <p>Partner contracts</p> <p>Minutes of workshops</p> <p>Programme outputs</p> <p>Programme website updates</p>	